

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 1<sup>re</sup> INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>). — Téléphone : Sufren 62-31

C. C. P. Mlle Picard 5680-38 Paris

## Aux élections cantonales VOTEZ UNITÉ D'ACTION OUVRIÈRE CONTRE le gaullisme et la guerre la répression et la misère

Travailleurs, Aux élections cantonales du 20 mars 1949, le P. C. I. ne présentera pas de candidats. Il a dû renoncer à l'effort financier qui représente une campagne électorale.

Tous les travailleurs devront néanmoins exprimer dans ces élections un vote ouvrier pour les candidats bourgeois, ni au premier tour, ni au deuxième tour. Votez tous pour les candidats ouvriers!

Il ne s'agit que d'élections partielles et cantonales. Et de toute façon ce n'est pas par le bulletin de vote, par le moyen des institutions parlementaires bourgeoises que peut être renversé le régime ni amélioré le sort des masses.

Mais le résultat de ces élections aura pourtant une grande signification politique.

Elles permettront aux forces ca-

pitales de leur volonté de ressouder l'unité de front de leur classe et leur opposition irréductible à tous les partis de la bourgeoisie. Ils montreront ainsi leur volonté de renverser le régime capitaliste qui leur fait supporter la guerre, la répression, le fascisme, la misère et le chômage.

ables de s'opposer au gaullisme et à la guerre de se compter. Par ce vote les travailleurs montreront au monde entier qu'ils ne sont pas mûrs pour laisser passer la dictature ni la guerre antisoviétique. Ces élections se faisant à deux tours, elles doivent en même temps permettre une manifestation de la volonté d'unité d'action en regroupant les voix au deuxième tour sur le candidat ouvrier le plus favorisé.

### AU PREMIER TOUR

Quel que soit le dégoût provoqué par la politique des deux grands partis ouvriers, aucun travailleur ne devra s'abstenir.

La grande majorité des travailleurs votera pour les candidats du Parti Communiste Français.

Beaucoup seront sans illusion sur la politique de ce parti, mais ils penseront faire un vote plus efficace en groupant leurs voix sur le parti le plus important de la classe ouvrière. Surtout ils y verront une manifestation d'opposition à la guerre antisoviétique que la bourgeoisie prépare et à la politique de répression et de misère du gouvernement auquel participent activement les Jules Moch, Mayer et Cie.

Mais pour ces électeurs, ce vote ne signifiera pas enterrer la politique criminelle des grèves tournantes qui usent la combativité ouvrière en combats morcelés pour les besoins diplomatiques du Kremlin.

Ils n'enterreront pas les trois années de politique du « produire d'abord » et de participation aux gouvernements bourgeois des ministres staliniens brisant les grèves, votant les crédits des guerres coloniales.

Ils n'enterreront pas davantage les mots d'ordre actuels de division: augmentation de salaire hiérarchisée, ni toute la propagande chauviniste et patriotique menée sous l'étendard de « lutte pour l'indépendance nationale ».

Une majorité de travailleurs votera pour le P. C. F. Pourtant une fraction importante votera pour le Parti Socialiste. Par dé-

gout des pratiques dictatoriales et bureaucratiques des chefs staliniens sur les syndicats, de leurs procédés de colonnes et de violence; par opposition à l'assimilation sectaire de la S.F.I.O. au R.P.F. qui fait le parti staliniens;

Mais ce vote n'entérinera pas davantage la politique des chefs socialistes: nul travailleur ne votera pour la collaboration au gouvernement bourgeois, pour la préparation de la guerre impérialiste contre l'U.R.S.S., pour la répression et les atteintes aux libertés ouvrières et démocratiques.

Travailleurs communistes, vous devez comprendre que les électeurs socialistes ne sont pas des volontaires d'une nouvelle Waffen S.S. contre l'U.R.S.S., mais que c'est la politique de division ouvrière dont la direction du P.C.F. porte sa large part de responsabilité qui entretient une base aux chefs socialistes traités.

Vous devez comprendre que ce sont des frères de classe avec lesquels il faut faire à tout moment l'unité d'action et qui seront demain avec vous dans les usines en grève, dans les manifestations contre la répression, dans les combats contre les troupes gaullistes.

Les communistes du Vaucluse, malgré la terreur bureaucratique qui règne dans leur parti, ont osé le proclamer, en se prononçant contre la division ouvrière et pour le désistement au deuxième tour en faveur du candidat socialiste contre le candidat Daladieriste. Les communistes du Vaucluse ont montré la bonne voie.

### AU DEUXIÈME TOUR VOTEZ: Classe contre classe

En reportant massivement leurs voix au deuxième tour sur le candidat ouvrier le plus favorisé, les travailleurs montreront à la bourgeoisie qu'elle ne doit pas trop compter sur la division pour réaliser son rêve de dictature.

Le P. C. F. annonce qu'il ne se laissera que pour son appendice, le Parti Socialiste Unitaire. Le Parti Socialiste se prépare au désistement en faveur du M.R.P. et les Radicaux au nom de la défense républicaine.

Aux uns et aux autres vous répondrez par un vote de classe. Au

deuxième tour VOUS VOTEREZ POUR LE CANDIDAT OUVRIER LE PLUS FAVORISÉ.

Vous montrerez ainsi votre défiance dans les consignes et dans les programmes de l'un et l'autre parti; que vous voulez non pas la forme stalinienne (indépendance nationale, défense de l'industrie française), etc., ni non plus la forme « socialiste » (celle du fle Jules Moch), de la collaboration de classe, mais un front unique prolétarien pour les intérêts du prolétariat, sur un programme prolétarien.

### Vous réaliserez l'unité d'action contre la bourgeoisie

Le Front Unique ne pourra se réaliser que dans l'action et sur un programme répondant effectivement à cette préoccupation:

— Un minimum vital assuré par une augmentation égale pour tous à la hiérarchisation qui existe.

— La garantie de ce minimum vital contre la hausse du coût de la vie. Le contrôle ouvrier sur la production. (Ouvrez les livres de compte.)

— La défense en commun contre le gaullisme: Comités d'unité d'action contre le gaullisme, de la mise au point; création de milices ouvrières pour briser la montée du R. P. F.; destruction par

les travailleurs des troupes de choc fascistes (aucune confiance à la police bourgeoise pour dissoudre et désarmer la « police supérieure du R. P. F.

— La lutte en commun pour un Gouvernement représentatif des travailleurs, contrôlé par eux et appliquant sous leur contrôle un programme de lutte anti-capitaliste.

Aujourd'hui, la lutte contre la misère, contre le chômage, contre le gaullisme, contre la guerre se confond avec la lutte contre le capitalisme, avec l'action révolutionnaire pour son renversement. Unissez-vous dans l'action.

LE BUREAU POLITIQUE

## La première manche est gagnée: Les 180.000 fr. pour « la Vérité » sont dépassés

Il est bien permis d'exprimer sa satisfaction devant les résultats de la campagne de la « Vérité ». Les objectifs que nous nous étions fixés ont été pleinement atteints. « La Vérité » est maintenant assurée de pouvoir vivre au cours des prochains quatre mois.

En effet, de novembre à février, notre parution a été rendue possible grâce à une aide fraternelle de nos camarades de l'Internationale et d'une contribution exceptionnelle de nos militants. De part et d'autre, un dur effort a été fourni pour permettre le relancement de « la Vérité ». Notre Internationale, qui se trouve sans cesse limitée dans ses activités par le manque de moyens matériels, a fait, comme on a pu le juger, d'importants sacrifices qui se chiffrent à ce jour au total de 188.500 francs. Ce bel exemple de solidarité prolétarienne internationale vaut d'être souligné ici.

Les 101.000 francs versés par nos militants au cours de ces quatre mois pour leur journal en sus de leurs cotisations régulières au parti sont le signe du dévouement en même temps que de la maturité politique des membres du P.C.I.

Quant aux sommes recueillies au moyen des souscriptions, des cotisations des Amis de la « Vérité » et des abonnements, elles ont été mises en réserve selon le plan fixé. Nous nous étions fixés pour but d'atteindre un total de 180.000 francs au 1<sup>er</sup> mars et nous sommes arrivés en fait à 190.505 francs, bien que les sommes ne soient pas encore reçues au moment où nous écrivons. C'est cette réserve qui garantit la parution régulière de « la Vérité » d'ici le 1<sup>er</sup> juillet.

Est-ce à dire que la vie du journal est sauvée et qu'on peut dormir sur ses deux oreilles? Certes, non! Un premier relancement de « la Vérité » a été accompli. Il a rendu possible à notre parti une nouvelle progression qui devient plus sensible de jour en jour et se note également par les marques de sympathies toujours plus nombreuses qui nous parviennent. Pour le moment, la « Vérité » est dépannée, mais non stabilisée. Pour lui garantir une vie normale, régulière, il faut en aug-

menter considérablement la vente. Ce sera la tâche principale de notre parti durant les prochains mois, comme vient d'en décider le Bureau politique du P.C.I.

Nous avons dû abandonner, pour raisons d'économie, la diffusion du journal par les Messageries. Cette diffusion limite fortement notre vente. Il importe maintenant d'y pallier au maximum. Toute une série de moyens doivent être mis en œuvre pour faire connaître plus largement la « Vérité » et élargir sa diffusion. Nous en développons en détail le plan dans le prochain numéro. Ajoutons que l'effort en direction du recrutement des « Amis de la Vérité » et des abonnements ne devra pas se ralentir pour autant; bien au contraire. Dans ce domaine également nous envisageons l'élargissement de notre action.

L'incontestable succès remporté dans cette première phase de la bataille de la « Vérité » nous permet d'engager avec confiance la seconde manche de cette bataille où se jouera en fait le destin de notre journal. Le P.C.I. renforcé, aidé de ses nombreux amis et sympathisants, parviendra à faire vivre, en dépit de toutes les difficultés, l'instrument essentiel pour la construction d'un nouveau et puissant parti révolutionnaire qu'est « la Vérité ».

A. DURET.

## La « baisse des prix » n'a pas relevé le pouvoir d'achat Augmentation de salaires égale pour tous

La « baisse » que la bourgeoisie attendait comme panacée à tous les maux dont souffre le régime s'abat maintenant dans le secteur agricole.

Assésilié voilà ce le catastrophes qui pointe et qui met les prolétaires du régime aux abois.

Cette baisse qui atteint durement le petit producteur agricole n'apporte rien de positif aux travailleurs.

Tout l'appareil parasitaire du régime (intermédiaires, spéculateurs, etc.) et toutes ses méthodes tendant à maintenir ou développer



Mévente, chômage, mécontentement du paysan ne pouvant vendre ses produits à la masse des travailleurs réduits à la misère des bas salaires. Tout cela, c'est la logique du régime capitaliste condamnant les travailleurs, alternativement à se serrer la ceinture dans la diète ou à crever de faim comme chômeurs dans l'abandon.

R. DUMONT.

## La déposition Neumann au procès Kravchenko LES CRIMES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES DU STALINISME

La déposition centrale qui dépasse de loin en importance toutes les dépositions précédentes au procès Kravchenko est de toute évidence celle de la compagnie de l'ancien dirigeant du Parti communiste Allemand, Heinz Neumann. Pour bien situer la position des trotskystes à l'égard du responsable de l'Insurrection de Canton en 1927, du dirigeant du P.C. allemand, durant toute sa tactique ultra-gauche, nous dirons:

1° Trotsky a formellement condamné la politique aventureuse menée par Neumann au nom de Staline en Chine. En effet, après avoir collaboré avec le Kuomintang et exploité durant des années que la Révolution soviétique était impossible en Chine, lorsque finalement ce mouvement prolétarien fut battu, Staline fit déclencher par Neumann d'être un agent du capitalisme international, annonçant des preuves ultérieures... que le numéro suivant n'a pas encore paru (mais

allemand, dans un article publié en août 1931, sous le titre « Contre le national-socialisme », Trotsky écrit:

« Le Comité Central du Parti bolchevique de Lénine n'aurait certainement pas comme le Comité Central de Thaelman-Renndorf-Neumann... »

Ceci dit pour bien marquer les rapports des trotskystes avec la politique de Neumann de 1929-31, nous dirons que les accusations portées par Margaret Neumann sur la déposition des cadres du P.C. allemand par Staline, lors des procès de Moscou, sont totalement et intégralement justes. Nous dirons également que les colonnes de l'avocat faillot Neidman contre Neumann accusé d'être hitlérien doivent être jugées pour ce qu'elles sont: des canailleries.

De 1935 à 1939, Staline a liquidé par dizaines et centaines de milliers tous les cadres du Parti bolchevique de Lénine et du mouvement communiste international.

(Suite page 3.) P. LAMBERT.

(Suite page 2.)



Ressort de chez Renault fera le voyage en Hollande

Toutes les cellules du parti se sont réunies au cours de ce dernier mois. La cellule de Renault a bien failli se trouver coréée au poteau, comme on dit. Pateaux a fait une belle remontée.

Les trois premiers places ont été prises par des militants ouvriers, ce qui prouve la pénétration du parti dans les grandes entreprises.

Ressort ira donc passer huit jours auprès de nos camarades du R.C.P. (Parti Communiste Révolutionnaire) en Hollande. Quant à Marchand, il aura droit aux œuvres complètes de Marx-Engels. Les autres camarades recevront dans l'ordre des livres de leur choix pour 2.000, 1.500, 1.000, 750, 500 et 100 francs. Il ne leur reste qu'à faire la commande au Service de librairie qui les servira gratuitement.

CLASSEMENT DEFINITIF

Table with 2 columns: Rank and Name. 1° Ressot (Renault) 92, 2° Marchand (Puteaux) 85, 3° Jézéquel (Brest) 84, 4° Garrivé (17-18) 54, 5° Bary (Clichy) 47, 6° Grave (15) 38, 7° Mougard (Postiers) 36, 8° Bloch (Clermont) 29.

On nous écrit :

La persistance dont ont fait preuve tous nos lecteurs et nos camarades du parti pour atteindre l'objectif des 150.000 francs trouve son encouragement et sa récompense dans le courrier que nous recevons. Les lettres des camarades isolés sont particulièrement significatives. Elles démontrent que la Vérité constitue le lien indispensable entre tous les militants de l'avant-garde, et qu'elle est bien souvent le premier jalonnement de la construction de nouvelles cellules ou régions du Parti.

Un camarade d'Essomes nous écrit : « Je joins dans cette lettre la somme de 100 francs destinée à soutenir la « Vérité », ce n'est pas beaucoup, mais que chacun fasse suivant ses moyens, c'est ce que je fais moi-même, car il faut que le journal continue de paraître. Je te prie de me prévenir avant la fin de mon abonnement pour que je le renouvelle sans faire attendre ».

Cette lettre, d'un camarade soldat colonel allemand, souligne l'utilité de la politique internationale de notre « Vérité ».

« Je vous prie d'accepter les 300 francs ci-joint, montant de ma participation en faveur de la « Vérité ».

« Je n'appartiens à aucune organisation politique, mais c'est avec plaisir que je lis votre journal, un des rares qui n'incite pas les hommes au chahinisme, c'est un grand mérite de sa part, et la Vérité y doit vivre, je lui présente tous mes meilleurs vœux ».

SOUSCRIPTION DES AMIS DE "LA VÉRITÉ"

Nord: 2.000 fr.; L'Arbreles: 300; Gard: 200; Tarascon: 100; Puy-de-Dôme: 600; Allemagne: C.: 500; Hérault: 250; Région Paris: M. R.: 200; Nguyen: 500; Mondain: 100; Cordeux: 200; Labord: 100; Brag: 100; liste n° 6780: 3.700; liste n° 6553: 4.800; liste n° 6348: 8.250; liste n° 6752: 2.950; liste n° 6861: 7.250; liste n° 6447: 3.050; P. R.: 20.000; Cellule 15: ur. R.D.R.: 215; souscript.: 64; un symp.: 100; Cellule 17-18: Rist: 198; Lévi: 50; souscript.: 40; cartes n° 2133: 200; n° 2148: 100; n° 2132: 50; Rost: 150; Gailboud: 100; Lévi: 50; n° 2170: 50; Cell. Renault: Rist: 200; n° 2688: 50; n° 2380: 50; n° 2825: 50; n° 2379: 50; n° 2824: 100; Cell. Puteaux: n° 2291: 50; n° 2272: 50; n° 2294: 235; n° 2308: 100; n° 2295: 100; n° 2310: 100; n° 2295: 50; n° 2301: 100; n° 2318: 100; n° 2298: 100; n° 2213: 100; n° 2858: 100; n° 2286: 300; n° 2238: 100; n° 2274: 200; n° 2298: 40; n° 2304: 100; n° 2317: 20; Cell. I. T.: 25; Cell. Clichy: J. M.: 20; H. G.: 30; X.: 150; Montgillon: 150; un symp.: 100; Cartes n° 2441: 100; n° 2442: 50; n° 2444: 100; n° 2445: 100; n° 2437: 50; Total: 62.267 fr. Total précédent: 77.278. TOTAL GENERAL: 137.545 francs.

CAMPAGNE D'ABONNEMENT

Hérault: 600; Brest: 400; Marne: 200; Ho-Garonne: 200; Tarascon: 400; Ch.: Nizis: 500; Nord: 200; Ho-Saïnes: 200; Strasbourg: 200; P.-de-Dôme: 1.200; Girond: 600; Rég. Paris: Rost: 300; Puteaux: 700; Postiers: 600; (17-18): 300; Renault: 400; Total: 7.000 fr. Total précédent: 45.960 fr. TOTAL GENERAL: 52.960.

CONTRIBUTION EXTRAORDINAIRE DES MILITANTS DU P.C.I.

Chézary: 1.000; Nantes: 655; P.-de-Dôme: 100; Rég. Paris: Chausson: 2.150; Renault: 1.200; 15: 800; I. T.: 2.300; Clichy: 300; Total: 8.200 fr. Total précédent: 93.110 fr. TOTAL GENERAL: 101.615 fr.

SOUTIEN INTERNATIONAL

Comité Exécutif International: 4.000; Section Hollandaise: 1.000; Ch.: Total: 13.000. Total: 115.845. TOTAL GENERAL: 168.485 fr.

LA CRISE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

TOUTE une série de faits indique un lourd malaise dans le P.C. Français. L'annonce du Secrétaire de la Fédération gègue du Secrétaire de la Fédération de l'Aube, Noël, et de la conviativité des notaires, démission du maire de Lanester (Bretagne); la direction de la Fédération du Vaucluse; la direction de la Fédération du Centre, le déstement pour les socialistes afin de combattre Daladier; changement à la direction de la Fédération de la Seine de la direction de la Fédération du Centre (dont Bessas, de ses Secrétaires sur quatre (dont Bessas, de membre du C.C.). Citons des exemples fournis par Mauvais, Secrétaire d'organisation du P.C.F., dans un article des Cahiers du Communiste; pas de cellules dans les grandes usines de Longwy et de Briey; pas d'activités réelle des cellules chez Peugeot à Sochaux; Chez Renault, un millier de membres non organisés dans les cellules de la entreprise se font connaître au moment de la grève, puis disparaissent après la grève; un millier d'autres ne se seraient même pas fait connaître. A ces faits relevés dans des organes du P.C.F., il faut ajouter les modifications opérées parmi les directions syndicales. Renvoi des Secrétaires des Unions départementales de la Dordogne et de la Meurthe-et-Moselle; élimination de Roby et Neoudoux de la direction fédérale du Bâtiment, et de Volant du Secrétariat du Syndicat parisien des Terrassiers; remplacement de Carn par Lunet au secrétariat des métaux de la Région Parisienne; nombreux changements dans le Nord et le Pas-de-Calais. Il faut encore ajouter la campagne menée contre les membres des Comités d'entreprise accusés de s'être livrés à l'abandon d'une politique de classe.

Tous ces faits se produisent peu avant la tenue d'une Conférence d'organisation du P.C.F.; mais le Comité Central qui vient de se réunir n'a formellement pas discuté ces questions; l'annamite est et reste la règle du P.C.F. Les difficultés, on les liquide dans un « moment de crise ». Pour apaiser ceux qui s'agitent, on trouve une double explication, dans l'article de Mauvais: Il y a des camarades qui vieillissent, qui se rallient; et il y a ceux qui ne voient pas que la lutte des classes s'exacerbe, que la conviativité des masses se développe, et qui croient qu'on peut s'en tenir à l'activité facile de la période qui suit la « libération ».

Pas de démocratie dans le P.C.F. et la C. G. T.

Observons tout d'abord, que nous n'entendons qu'un monologue de la direction. Il n'y a pas d'échange de vues entre les membres en dehors des organismes de base auxquels ils appartiennent. C'est la direction qui fait connaître ce qu'elle veut, et à sa manière, sur ce qui se passe ici ou là (sauf, bien entendu, quand c'est la presse bourgeoise qui dévoile des choses que la direction voudrait tenir cachées). Malheur à ceux qui se permettraient de formuler une opinion différente de celle de la direction et de vouloir la faire connaître à l'intérieur de leur parti.

Ecoles des cadres, séance de clôture sur « les bases philosophiques du marxisme », dimanche 6 Mars, aux Sociétés Savantes, Salle G.

VIE DU PARTI. — Le n° 5 va paraître cette semaine et contiendra entre autres le compte rendu des travaux du dernier C. C., une résolution sur la guerre et un article sur le travail jeune. Nous rappelons que ce numéro ne pourra en aucun cas être adressé aux « camarades » cellules ou régions. Camarades, mettez-vous en règle avec le Service d'Édition et de librairie, C. C. P. M. Corvin, 6964-96, 19, rue Daguerre, Paris (13).

PERMANENCES DU PARTI

Paris. — La permanence se tient désormais les mardis, mercredis, vendredis et samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre, Paris (14) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62.31.

CELLULE CHAUSSON. — Tous les mercredis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Anières (Salle 2).

Tarascon. — Le samedi, de 14 à 17 h., 3, rue du Docteur-Barberin.

Nantes. — Le samedi, de 10 à 12 heures, 13, place Maréchal-Foch, Kézébec-Saint-Pierre.

Quimper. — S'adresser à Bob Trévin, 39, Grande-Rue, Kersanton.

Saint-Etienne. — Le samedi de 18 h. à 19 heures, Café Brest, place du Peuple.

Hérault. — S'adresser à Maurice Burquière, Balazac-les-Bains.

QUATRIEME INTERNATIONALE

(Au sommaire du numéro de Janvier-Février)

- L'Impérialisme et la Guerre. - Huit semaines de lutte des mineurs français. - L'Europe orientale depuis deux ans, par German. - Démocratie populaire et dictature du prolétariat, par Pablo. - Un courant trotskiste en France, par P. Frank. - Et des lettres de L. Trotsky sur la Révolution chinoise. - Le Numéro : 70 francs

La critique et l'auto-critique ne s'exercent que dans le sens voulu par la direction, contre quelques exécutants. Ce procédé ne vise pas à restituer le passé, mais à réserver les rouages administratifs de l'appareil à travers lequel le C.C. transmet sa politique aux masses. Si quelques-uns de ceux qui ne sont pas d'accord coordonnent leurs efforts, ensemble cela serait normal.

Encore une observation au sujet de la démocratie dans la C.G.T. Il est normal qu'un parti contrôle l'activité de ses membres dans les Syndicats et qu'il estime nécessaire que des responsables soient remplacés en cas de leur inaptitude. Mais cela doit être fait ouvertement et dans le respect le plus complet de la démocratie et du fonctionnement des organisations syndicales. Par des substitutions décidées d'en haut, opérées sans explications et enregistrées ou pas par des assemblées préparées, le P.C.F. traite la C.G.T. comme son propre bien et aide la propagande des gens de « Force Ouvrière ».

Les causes réelles de la crise du P. C. F.

Revenons aux causes de la crise du P.C.F., car c'est ici qu'il y a. Les explications de Mauvais n'oublient qu'une chose, à savoir que cette crise vient après de longues luttes ouvrières en 1947 et en 1948, qui ont abouti à la grande grève des mineurs terminée par une défaite.

Au lendemain de la « libération », les militants du P.C.F. pouvaient mobiliser les masses, sur à peu près n'importe quel mot d'ordre, pour n'importe quelle manifestation, n'importe quel moment. Et on en a fait faire une symphonie aux masses. Mais aujourd'hui, les militants du P.C.F. éprouvent des difficultés très grandes à mobiliser les travailleurs, même sur des mots d'ordre assez vus en 1947 et en 1948, qui ont abouti à la grande grève des mineurs terminée par une défaite.

« Au lendemain de la « libération », les militants du P.C.F. pouvaient mobiliser les masses, sur à peu près n'importe quel mot d'ordre, pour n'importe quelle manifestation, n'importe quel moment. Et on en a fait faire une symphonie aux masses. Mais aujourd'hui, les militants du P.C.F. éprouvent des difficultés très grandes à mobiliser les travailleurs, même sur des mots d'ordre assez vus en 1947 et en 1948, qui ont abouti à la grande grève des mineurs terminée par une défaite.

La critique et l'auto-critique ne s'exercent que dans le sens voulu par la direction, contre quelques exécutants. Ce procédé ne vise pas à restituer le passé, mais à réserver les rouages administratifs de l'appareil à travers lequel le C.C. transmet sa politique aux masses. Si quelques-uns de ceux qui ne sont pas d'accord coordonnent leurs efforts, ensemble cela serait normal.

Encore une observation au sujet de la démocratie dans la C.G.T. Il est normal qu'un parti contrôle l'activité de ses membres dans les Syndicats et qu'il estime nécessaire que des responsables soient remplacés en cas de leur inaptitude. Mais cela doit être fait ouvertement et dans le respect le plus complet de la démocratie et du fonctionnement des organisations syndicales. Par des substitutions décidées d'en haut, opérées sans explications et enregistrées ou pas par des assemblées préparées, le P.C.F. traite la C.G.T. comme son propre bien et aide la propagande des gens de « Force Ouvrière ».

Les causes réelles de la crise du P. C. F.

Revenons aux causes de la crise du P.C.F., car c'est ici qu'il y a. Les explications de Mauvais n'oublient qu'une chose, à savoir que cette crise vient après de longues luttes ouvrières en 1947 et en 1948, qui ont abouti à la grande grève des mineurs terminée par une défaite.

« Au lendemain de la « libération », les militants du P.C.F. pouvaient mobiliser les masses, sur à peu près n'importe quel mot d'ordre, pour n'importe quelle manifestation, n'importe quel moment. Et on en a fait faire une symphonie aux masses. Mais aujourd'hui, les militants du P.C.F. éprouvent des difficultés très grandes à mobiliser les travailleurs, même sur des mots d'ordre assez vus en 1947 et en 1948, qui ont abouti à la grande grève des mineurs terminée par une défaite.

« Au lendemain de la « libération », les militants du P.C.F. pouvaient mobiliser les masses, sur à peu près n'importe quel mot d'ordre, pour n'importe quelle manifestation, n'importe quel moment. Et on en a fait faire une symphonie aux masses. Mais aujourd'hui, les militants du P.C.F. éprouvent des difficultés très grandes à mobiliser les travailleurs, même sur des mots d'ordre assez vus en 1947 et en 1948, qui ont abouti à la grande grève des mineurs terminée par une défaite.

Le gérant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

DANS LA MARNE

(Suite de la page 1)

faisons confiance à l'imagination fertile du Gueprouette de service).  
L'autre temps, lors d'une réunion commune de diverses organisations ouvrières de Châlons-sur-Marne, destinée à préparer la manifestation commémorative des journées de février 24, le représentant du P. C. F. a lancé l'exclamation: contre la participation du P. C. F., régulièrement convoqué.

A CETTE PARTICIPATION.

Quelle audace! S'opposer au veto stalinien! Aussi, le P. C. F. et quelques autres organisations se retirèrent avec ce bel esprit démocratique qui les caractérise. Par ses notes partiales et éhémères, le P. C. F. chahinait sur la consécration du sabotage de cette manifestation d'unité d'action.

« Qu'à cela va tienne! L'essentiel c'est de bouffer du trotskisme ».

Et c'est aussi pourquoi les staliniens locaux n'ont pas hésité à secouer la Bourde du Travail, à y apporter la colonnie et la haine imbécile. Que pense cette union locale où subsistent encore la démocratie syndicale et le refus du militantisme mousseront, qui importe, du moment que « l'influence personnelle du trotskisme » disparaît avec elle!

Il s'avent qu'il nous écoule des militants par leurs querelles mesquines, leurs menaces grossières, leur sabotage d'un travail efficace. Ils s'en foutent! Ce qu'ils veulent, c'est la peau de militant du camarade Letonturier.

« A notre tour! Halte-là! Vous ne l'avez pas encore. On ne vous écoute pas aveuglément, on vous demande des explications. Il vous faudra bien les donner ».

« Pourquoi avez-vous accepté l'unité d'action sur le plan local avec le P. C. F. dans une manifestation contre la « Mercante »? Nous n'étions donc pas des « traités » à ce moment-là? »

« Pourquoi avez-vous accepté que le P. C. F. fasse voter pour vous aux élections municipales, pourquoi avez-vous fait applaudir son représentant qui l'annonçait au cours d'un de vos meetings, ce même camarade Letonturier? »

« Pourquoi les militants du P. C. F., membres du Comité Général de la Bourde du Travail, ont-ils voté pour ce « traité », pourquoi l'ont-ils dû avec les autres, Secrétaire-Adjoint de l'Union locale? »

« Pourquoi les plus virulents d'entre eux se sont-ils simplement abstenus (deux sur l'ORDRE DU JOUR DE CONFIANCE QUI LUI A ETE VOTE A L'UNANIMITÉ LA SEMAINE DERNIERE) »

« Ce sont là des questions qu'on vous pose! On comparera vos attitudes et vos tournants successifs, avec la rectitude de l'orientation, lutte de classes suivie par le P. C. F. et ses militants. On vous demande pourquoi vous avez refusé des mots d'ordre du trotskisme, si son influence est « et prénicatrice? »

« A Châlons on repensera aux grèves d'octobre, à vos lamentables essais de justifier les « chefs », tout en clamant discrètement les dirigeants locaux qui ne sont pas de votre Parti. On comparera avec l'attitude du camarade Letonturier, que vous attaquez basement aujourd'hui, ce qui, sans cesse à la pointe du combat, joua un rôle dirigeant dans ces luttes, disant ce qu'il pensait, mais faisant avec discipline son travail de responsable ».

« La colonnie ne dissimulera ni vos grandes responsabilités, ni vos petits salets. En dernier ressort, c'est la classe ouvrière qui juge et nous lui faisons confiance ».

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.

Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT

- 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord: 300 fr. A. O. F.: 440 fr. Indochine: 680 fr. 1 an: Etranger: 350 fr.

Le gérant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

A propos de l'affaire Le coupable

« Si les Comités d'entreprise ont pour tâche de gérer les affaires sociales et de les développer, cela ne doit pas constituer l'essentiel de leur activité, que les Comités d'entreprise doivent être des outils, plus que jamais, à participer très étroitement à la vie économique de notre pays et contribuer au développement du rendement de notre capacité productive, tant en quantité qu'en qualité... »

Laissons chacun à sa place, aux délégués du personnel: salaires, conditions de travail, sécurité, hygiène, et aux membres des Comités d'entreprise, les tâches déterminées plus haut ».

Quelle continuité entre ce discours et le bulletin d'inspiration patronale cité par Monmousseau!

Mais, au fait, de quel directeur d'usine est cette suite de conseils perdus? Ce n'est pas un directeur d'usine, c'est bien plus que cela, c'est un ministre du Travail; un ministre d'un Gouvernement bourgeois; M. Croizat lui-même, qui a prononcé ces paroles le 23 février 1946 au cours de la Conférence nationale des Comités d'entreprise!

Le main dans le sac!

C'est pourquoi le bouillant Monmousseau se garde bien d'en parler, car il ditait le même chose à l'époque. Il est, tout s'en rendre compte, de feuilletter la collection des « Vie Ouvrière » de cette période.

« Alors tout s'éclaircit, et toutes les déviations que ce bon apôtre attribue aux militants de base, nous pouvons tout pour nous les retrouver dans les écrits et les discours de leurs dirigeants de 1945 à 1947 inclus ».

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.

Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT

- 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord: 300 fr. A. O. F.: 440 fr. Indochine: 680 fr. 1 an: Etranger: 350 fr.

Le gérant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

« LA VERITE » ne se trouve plus dans les kiosques.

Si tu veux être assuré de la lire régulièrement, CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT

- 1 an (24 num.): France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord: 300 fr. A. O. F.: 440 fr. Indochine: 680 fr. 1 an: Etranger: 350 fr.

Le gérant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

A propos de l'affaire Le coupable

« Si les Comités d'entreprise ont pour tâche de gérer les affaires sociales et de les développer, cela ne doit pas constituer l'essentiel de leur activité, que les Comités d'entreprise doivent être des outils, plus que jamais, à participer très étroitement à la vie économique de notre pays et contribuer au développement du rendement de notre capacité productive, tant en quantité qu'en qualité... »

Laissons chacun à sa place, aux délégués du personnel: salaires, conditions de travail, sécurité, hygiène, et aux membres des Comités d'entreprise, les tâches déterminées plus haut ».

Quelle continuité entre ce discours et le bulletin d'inspiration patronale cité par Monmousseau!

Mais, au fait, de quel directeur d'usine est cette suite de conseils perdus? Ce n'est pas un directeur d'usine, c'est bien plus que cela, c'est un ministre du Travail; un ministre d'un Gouvernement bourgeois; M. Croizat lui-même, qui a prononcé ces paroles le 23 février 1946 au cours de la Conférence nationale des Comités d'entreprise!

Le main dans le sac!

C'est pourquoi le bouillant Monmousseau se garde bien d'en parler, car il ditait le même chose à l'époque. Il est, tout s'en rendre compte, de feuilletter la collection des « Vie Ouvrière » de cette période.

« Alors tout s'éclaircit, et toutes les déviations que ce bon apôtre attribue aux militants de base, nous pouvons tout pour nous les retrouver dans les écrits et les discours de leurs dirigeants de 1945 à 1947 inclus ».



Qu'est devenu Markos ?

Un journal suisse généralement bien informé, Die Weltwoche, a publié ces jours-ci une note indiquant que Markos, qui avait été démissionnaire de la direction des partisans grecs pour « maladie grave », aurait été arrêté en Bulgarie sur ordre du Bureau Politique du P.C. de l'U.R.S.S. connu « trotskyste » et transféré à la célèbre prison de Moscou, la Loublianka. Le journal suisse mentionne aussi que Markos aurait été en liaison avec Tito et que tous deux avaient l'intention de s'emparer de Salonique pour en faire un port franc yougoslave.

La presse stalinienne si prompt à relever tout fait bourgeois concernant ses dirigeants, a conservé le plus complet silence; seule la Légation bulgare a publié un court démenti... relativement au rôle de la police bulgare; ce démenti a plutôt l'air de laisser entendre que le gouvernement bulgare n'est pas responsable du sort de Markos.

Markos n'était pas trotskyste; c'était un dirigeant stalinien que toute la presse stalinienne a porté aux nues jusqu'à ce que les ordres soient venus de le faire oublier.

Mais que pensent les ouvriers du parti communiste? Comment peuvent-ils croire que, comme ce fut le cas pour Tito, le héros de la veille ne soit plus digne d'être mentionné aujourd'hui? En l'occurrence, ce n'est pas avec la personne de Markos qu'on joue, mais avec l'ensemble du mouvement des partisans grecs.

Dans le P.C., dans la C.G.T., dans toutes les organisations ouvrières, il faut poser la question: Où est Markos? Pourquoi a-t-il été limogé? Il faut la poser jusqu'à ce qu'une réponse exacte soit apportée.

CERCLE LENINE

Les auditeurs étaient venus nombreux le 18 février pour participer au débat sur la Liberté de la peinture. L'exposé de Alvar, remarquable par la clarté et la précision, montra d'abord l'hostilité des prédateurs bourgeois à l'égard des écoles d'avant-garde en peinture depuis Courbet; il examina ensuite les usages stalinienens, telles que les ornements Fried, Fougeron, Francis Jourdain et s'appuyant sur la faillite de Fougeron démontra la caractéristique rétrograde et stérilisante des conceptions artistiques imposées par la caste des bureaucrates de l'U. R. S. S.

Appliquant le matérialisme historique à l'histoire de la peinture, il démontra d'une part le caractère social et nécessaire de son évolution, d'autre part sa tendance de plus en plus affirmée à se révolter contre l'oppression idéologique de l'humanité par le régime bourgeois.

Il montra ensuite que la valeur de l'art dépend de son authenticité et de sa totale liberté.

Une dizaine d'auditeurs participèrent à l'intéressante discussion qui suivit.

A la Mutualité, rue St-Victor

Vendredi 4 Mars

L'affaire Kravchenko

par Blanchard

Vendredi 18 Mars

Devant la 3<sup>e</sup> Révolution chinoise P. Frank

La déposition Neumann au procès Kravchenko

(Suite de la page 1)

Sur les sept membres du Bureau Politique du Parti Bolchevik qui dirigèrent l'Union Soviétique à ses débuts lors de la guerre civile, seul Staline est vivant. Lénine et Sverdlov s'éloppèrent aux coups du Génosip par leur mort naturelle. Les quatre autres ont été soit fusillés comme Zinoviev, Kamenev et Boukharine, soit assassinés comme Trotsky. Du Comité Central des premières années de la Révolution d'Octobre, en dehors de Staline et de ceux qui sont décédés de mort naturelle, tous, Smalga, Ptakov, Razovski, Antonov, Dybenko, etc., ont été fusillés. Les dirigeants de l'ère Internationale Communiste réfugiés en U.R.S.S. ont tous, à l'exception de quelques unités, été éliminés dans les monstrueux procès des années 1935-39.

Le stalinisme aboutit à l'isolement de l'U.R.S.S.

Les conséquences de ces déclarations pour le mouvement ouvrier international et l'Union Soviétique elle-même ont été incommensurablement plus néfastes que les coups portés par l'impérialisme mondial. Ce qu'un contre-révolutionnaire à la Kravchenko ne peut comprendre, ce que les témoins stalinienens ne peuvent eux-mêmes expliquer, l'étude objective des faits permet de le montrer.

Tout d'abord, pourquoi et comment l'U.R.S.S. dirigée par Staline a pu gagner la guerre contre Hitler après avoir été au bord de l'abîme en 1941?

Kravchenko en appelle au patriotisme russe. Le général stalinien, témoin de moralité de Staline, en appelle au patriotisme russe. Fernand Grenier, député du P.C.F., en appelle au patriotisme russe. Pas un ne comprend que le profond attachement des ouvriers et paysans russes aux conquêtes d'octobre 1917, qui leur a permis d'abattre le déshonneur avancé de l'impérialisme mondial représenté par Hitler. Chaque ouvrier, chaque paysan soviétique a compris et comprend que la défaite de l'U.R.S.S., c'est la propriété d'Etat, la collectivisation, l'industrialisation dénuées, c'est le retour à la propriété privée, à la colonisation du pays et à la destruction massive du prolétariat industriel et agricole, à sa transformation en esclaves coloniaux. C'est parce que le peuple soviétique a vu Hitler dénuer les conquêtes économiques fondamentales de la Révolution dans les régions occupées par la Wehrmacht qu'il a combattu avec un tel héroïsme.

Mais c'est là que l'analyse du cas « Neumann » nous permet de comprendre les fondements contre-révolutionnaires de la politique stalinienne.

Qui est Margaret Neumann? Une ancienne communiste adhérente aux Finances et au Parti depuis 1921. Les militants comme Margaret Neumann avaient ma toute leur foi dans l'U.R.S.S. Ils acceptèrent la direction de Staline parce qu'ils croyaient à la Révolution. Staline a lancé le mot d'ordre abject de « Mott aux ennemis allemands! » substitué au mot d'ordre de Lénine de la Fraternisation révolutionnaire.

Aujourd'hui, le prolétariat allemand, dans son immense majorité, hat tellement les méthodes de Staline qu'il est présentement incapable de soutenir vers la lutte consciente pour la Révolution mondiale. L'allié essentiel pour Lénine de la Révolution Russe, le prolétariat allemand trahi par Staline a vu social-démocrate par opposition au stalinisme.

Aujourd'hui, les Margaret Neumann, des généralistes exultants d'anciens révolutionnaires démolis par le stalinisme cherchent faiblement une voie vers la « liberté ».

La défense bureaucratique de l'U.R.S.S. mène à la défaite

Le procès Kravchenko est instruit par plus d'un côté sur les positions défaitistes de Staline par rapport aux principes de la Révolution prolétarienne.

Jamais, dans aucune de leurs interventions, les avocats et fonctionnaires ne défendent le communisme face aux attaques contre-révolutionnaires des Kravchenkielles.

Claude Morgan déclare: « Si je suis communiste, c'est parce que j'aime la France ».

Protestant contre les attaques de Kravchenko contre Grenier, M. Blumel déclare: « Le témoin a été traduit français, ministre, je voudrais savoir en quoi il est un traître à son pays ».

Nordman réchiffre: « Je crois qu'il n'est pas admissible qu'il mette en cause l'ancien Vice-Président du Gouvernement de la République. Je demande à Kravchenko de respecter les hommes d'Etat français ».

Il s'agit de Thorez, ministre du Gouvernement de Gaulle, de la dissolution des milices patriotiques, du « produire d'abord », de la « grève, arme de classe des trusts ».

Wurmser proteste contre: « Ces poursuites menées par des intérêts étrangers pour intervenir dans la politique intérieure et extérieure de mon pays ».

Le pays de Wurmser, c'est la France impérialiste, la France de la guerre d'Indochine, la France bourgeoise qui, ouvertement, prépare la guerre contre l'U.R.S.S.

Les stalinienens veulent connaître les impérialistes sur leur propre terrain de la patrie. Toutes les positions les plus recuées de social chauvinisme sont par eux utilisées. Ainsi, quand Lénine et Kravchenko accusent le général Rodchenko d'être « un ancien ouvrier devenu commissaire politique et général », Rodchenko répond: « Je suis militaire de carrière ».

Wurmser est abusé des attaques contre le général parce qu'il a « un uniforme ».

La défense bureaucratique de l'U.R.S.S. s'explique le plus clairement par le bourgeois radical stalinien. A. Bayet, qui répondait à la lecture de citations de ses anciens articles ou il condamne l'U.R.S.S. avec « impénitence »:

« En 1917, j'eus l'accord avec Pétain, vous ne pouvez me reprocher la position de l'étau en 1940 ».

En 1917, l'étau a été l'homme de la répression des mutineries qui se désolent à la suite de la Révolution Russe, l'étau a donné l'ordre de fusiller des centaines et centaines d'ouvriers qui voulaient en finir avec la guerre impérialiste. Voilà le « Pétain » que nous et nous de l'U.R.S.S. « Ami de Staline » peut-être, ami de la Révolution Russe certainement pas.

Ces bourgeois radicaux, ces avocats « stalinienens », ces patriotes à la Wurmser sont reliés par un fil à la société bourgeoise. Ils sont incapables de défendre ce qui reste des conquêtes d'Octobre.

La défense des conquêtes de classes qui subsistent en Union Soviétique exige le retour aux principes fondamentaux de l'Etat révolutionnaire: la démocratie ouvrière, l'internationalisme prolétarien, la lutte de classes la plus intrinsèque. La défense de ces conquêtes exige un programme révolutionnaire qui ne peut être que celui de la IV<sup>e</sup> Internationale. La construction du parti révolutionnaire mondial est la tâche fondamentale pour l'avant-garde qui veut par la Révolution prolétarienne contre l'impérialisme mondial et contre la bureaucratie stalinienne, défendre l'acquis de la Révolution de Lénine et de Tienky.

Augmentation égale pour tous

(Suite de la page 1)

hausses considérables sur les produits manufacturés, les transports, les loyers, etc., etc.

Destruction des produits, chômage et surexploitation pour les travailleurs

Transformer le vin en alcool, jeter la pèche à la mer, enfouir les légumes dans la terre, donner le bled aux cochons, voilà la seule voie que trace le régime aux producteurs. Ceux-ci sont sans clients alors que les travailleurs, les vieux, les enfants, sans d'argent, n'ont pas assez de pain, ni de vin et se privent de tout!

La C.G.A. entre les mains des gros terriens et des intermédiaires demande l'exportation forcée, le dumping (vente en dessous des coûts) avec subventions de l'Etat. Pour les travailleurs, cela signifie un rachat des produits hautes, dévotion des impôts, baisse du pouvoir d'achat.

Villiers, au nom du patronat français, appelle les patrons « à mettre en œuvre, avant le déclenchement d'une crise de pénurie, les moyens classiques de réédifier la situation d'une entreprise en difficulté: surveiller et comprimer les dépenses, serter tous les éléments de prix de revient, améliorer la production ».

La bourgeoisie industrielle sentent que toute cette manœuvre va peser sur ses prix, cherche à les baisser. Naturellement pour conserver leurs profits, ces messieurs n'envisagent ni d'acheter des machines, ni d'écoumer les bouts de chandelle, mais uniquement de diminuer la part des salariés (augmenter le rendement, licencier des travailleurs et démaier baisser les salaires si possible).

Ressouder le front des exploités

Il faut rapidement rendre possible une offensive générale capable d'abattre ce régime qui ne peut qu'apporter misère, chômage, guerre. Pour cela, il faut d'abord unir les travailleurs sur des mots d'ordre capotables de leur redonner confiance, de les rassembler, quelles que soient leur tendance et leur profession. Ces mots d'ordre immédiats, ce sont:

1<sup>o</sup> AUGMENTATION DE 6000 FR. EGALE POUR TOUS A VALOIR SUR LE VRAI MINIMUM VITAL.

2<sup>o</sup> APPLICATION DU SALAIRE VITAL POUR 40 HEURES ET ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL AFIN DE DONNER DU TRAVAIL A TOUS.

UNITE D'ACTION POUR LA HAUSSE DES SALAIRES ET LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE.

Cette lutte pour l'augmentation du pouvoir d'achat des masses laborieuses ne peut pas l'écarterment des combats en milliers d'unités isolées. Les travailleurs sans distinction de tendance, syndiqués ou non, doivent s'unir, s'organiser en Comités unis entre eux.

Les travailleurs des champs tourneront leurs yeux vers leurs camarades des villes, s'ils voient s'engager dans ce combat. Ils ont tout à gagner d'un accroissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses et d'un affaiblissement de la puissance des prolétaires du régime. C'est là une étape vers le nécessaire assaut contre le régime de misère, de crise et de guerre.

S. MINGUET.

MENSONGE ET MITRAILLE

sonl les deux armes de l'impérialisme français

TOUT en continuant à brûler les villages du Viet-Nam et à massacrer un peuple qui a commis le crime de vouloir vivre libre, le gouvernement bourgeois poursuit ses manœuvres de mensonge pour affaiblir l'esprit de résistance des partisans vietnamiens, pour tromper les travailleurs de France.

Les loups colonialistes se déguisent en brebis. Ils sortent le fantôme Bao-Dai de son palais, et lancent un projet de gouvernement « indépendant » vietnamien. La liberté, tant et plus! Une armée indépendante, un parlement indépendant! Oui, mais il y a un cadre autour de cette « indépendance ». Ce sera cette Union-prison appelée Union française. C'est-à-dire l'exploitation du coque par l'internedinaire de quelques canailles natives du pays.

Les combattants vietnamiens ne tombent pas dans le panneau. Ils savent que les compromis servent uniquement les colonialistes.

Mais en France non plus, aucun travailleur ne se laissera duper par l'hypocrite visage « pacifique » des loups colonialistes.

L'abominable guerre du Viet-Nam doit toujours être présente dans notre mémoire quand nous parlons des misérables salaires, des pensions encore plus lamentables, des impôts écrasants et de la crise du logement.

C'est une erreur de croire qu'on peut arrêter la guerre par des prières aux bourgeois.

La solution est dans les mains des dockers, des marins, de tous les prolétaires.

La solution se trouve dans l'action directe contre la guerre.

N'oubliez jamais que ça n'est pas avec des pétitions que les marins de la mer Noire arrêteront le bras de l'impérialisme français.

N'oubliez jamais que si le P.C.F. fit trembler la bourgeoisie lors de la guerre du Maroc, c'est parce qu'il appela les soldats et les marins à l'action directe contre la guerre. (A cette époque, le P.C.F. n'avait pas 100.000 militants.)

Nous tous qui désirer éviter une nouvelle guerre mondiale, vous tous qui comprenez que c'est seulement par la lutte de classe que l'unité du mouvement ouvrier pourra se reconstituer: lutez dans votre Syndicat, dans votre organisation, dans votre association, afin qu'une vaste campagne se développe dans le pays contre la guerre faite au Viet-Nam.

Vive l'indépendance totale du Viet-Nam!

Pas une heure de travail pour la guerre, c'est un appel!

Commencons à empêcher cette guerre colonialiste et nous barrerons la route à la guerre mondiale impérialiste!

NED.

LA JEUNE GARDE

Lettre de Caserne

L'Armée française occupe une partie de l'Allemagne et la bourgeoisie et son gouvernement tiennent qu'elle y maintient le prestige de la France » et redonne le peuple allemand, devenu hilarien jusqu'à la moelle des os.

Pourtant, les jeunes soldats en occupation ne pensent pas la même chose et ils veulent l'esprit et les méthodes fascistes, non pas du côté des prisonniers allemands, mais dans l'armée, dont les cadres ne sont qu'un ramassis de gauchistes et l'état-major une officine du R. P. F.

Dans une lettre, un jeune travailleur sous l'uniforme, nous décrit cette armée, qui est le véritable visage de l'Etat bourgeois.

« J'ai d'abord, ce qui frappe chaque militaire arrivant en Allemagne, c'est l'existence d'une véritable courtoisie française. On peut sans aucun préjugé s'adresser ce qu'est elle qui est le principal profiteur de l'occupation; elle est composée de la famille des officiers et de fonctionnaires. Le monde parmi eux gagne une vingtaine de mille francs et plus d'un centaine de D. M. Mais ce qui est remarquable, c'est le combat réactionnaire qui anime cette colonie: 99 % des fonctionnaires sont membres du R.P.F. D'ailleurs, ceux qui n'y sont pas affiliés sont rapidement misés sur Berlin par leur supérieur. Et partout la propagande R.P.F. s'impose.

C'est ainsi que derrière le bureau d'un major de garnison d'une Compagnie de Bâle, on pouvait, il y a deux mois, voir une section affilée à « Acheter le timbre du Salut public ». A B... j'ai vu dans le bureau d'un chef de secteur, à l'intérieur d'un centre de transmissions militaires, se tenir des réunions du R.P.F. auxquelles assistaient des gradés en uniforme. Et dans ce même centre les militaires se sont vu proposer plusieurs fois le trop fameux timbre du Général.

Il est inutile de préciser que devant la gaucherie et l'exploitation de l'armée, les soldats étaient loin d'être disposés à donner 50 kelles aux Képi. Surtout qu'après quelques jours, nous avions tous compris ce que contenait l'école morale des officiers de propagande: « Nourriture riche et abondante ». De plus, pour chaque mensuure, nous ne maîtrisâmes pas le travail détérioré ou perdu, nous étions réprimés.

Jeune travailleur sous l'uniforme, écrivez à La Vérité, Infamce La Vérité, elle sera l'écho de vos revendications. Adressez vos lettres aux Jeunes du P.C.I., 19, rue Du-guerra, Paris.

Sain et Brice c'est le lampiste!

Position foncièrement anti-marxiste, dit-il docement.

Jourdain (Guide du Métallurgiste de janvier 1946):

« Ainsi que le précise la National du dernier Comité Fédéral National (il cite lui-même ses auteurs), les questions de PRODUCTION doivent être la PREOCCUPATION DETERMINANTE des Comités d'entreprise de la métallurgie (les termes soulignés le sont dans l'article en question).

« Là est l'intérêt immédiat des travailleurs. Du déploiement d'activités des Comités sur le plan technique dans les usines dépend l'accroissement de la production qui entraîne d'abord la compression des prix de revient, ensuite la stabilisation et la diminution du coût de la vie. Nous sommes en régime d'économie capitaliste, dans lequel la loi de l'offre et de la demande joue, c'est-à-dire en fait, amène à une revalorisation des salaires et un accroissement du pouvoir d'achat des masses laborieuses. »

Cela, naturellement, c'est marxiste! Monmousseau, 1949: « Entraîné dans cette voie... tel Comité d'entreprise CONGEDIE DES OUVRRIERS pour cause de chômage. »

Décembre 46, janvier 47: Thorez, Croizat, M. Paul et consorts siègent au Gouvernement aux côtés des ministres bourgeois.

Un vaste plan de licencement est dressé dans une des usines « nationalisées » d'aviation, la S.N.C.A.N. d'Issy, ex-Caudron. Un groupe de syndicalistes révolutionnaires de la tendance Front Ouvrier de la C.G.T. (devenue depuis la section syndicaliste révolutionnaire Unité syndicale) dénonce ce plan et appelle tous les travailleurs de l'usine, et en particulier la section syndicale, à s'unir pour s'opposer à ce plan.

Ces « diviseurs » sont immédiatement injuriés comme il se doit par les majoritaires et sur l'insinuation des responsables centraux,

Déclaration du Secrétaire International

(EXTRAITS)

Aucun témoin à ce procès n'appartenait à une quelconque des sections de la IV<sup>e</sup> Internationale et n'était qualifié ou autorisé à parler au nom des trotskystes.

Les trotskystes jusqu'à ce jour n'ont pris position que par leur presse sur le procès qui opposait un ancien bureaucrate stalinien dont l'action sert l'impérialisme et les agents du Kremlin en France. Mais les trotskystes ont été mis en cause à l'extérieur de ce qui ayant été utilisé par l'impérialisme » pour une nouvelle campagne de calomnies contre tous les communistes indépendants du

Kremlin, le Secrétaire de la IV<sup>e</sup> Internationale croit de son devoir de défendre la mémoire de tous les révolutionnaires victimes du régime policier de Staline et a confié au camarade Pierre Frank, membre du Bureau politique du Parti communiste internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale), le soin de témoigner au procès.

Sous prétexte de « demande tardive », P. Frank n'a pu témoigner au procès. Il ne fallait pas que la IV<sup>e</sup> Internationale fasse entendre la voix du prolétariat révolutionnaire.

Trahison d'hier, trahison d'aujourd'hui,

Pour entamer et jeter à bas le roc du Capital, les travailleurs avaient en main, en 1944, la dynamite de leurs armes de classe: ils avaient imposé dans un grand nombre d'entreprises un véritable conseil ouvrier qui mettait les patrons, patriotes ou non, au pied du mur en faisant leur secret commercial. Pour imposer ce contrôle, ils avaient pris la seule méthode possible: l'action de masse des travailleurs appuyée par les milices ouvrières en arme.

Après les succès démesurés au profit d'une seule armée, les dirigeants qui ont aujourd'hui jouer les incorruptibles, ont démaier les travailleurs de cette dynamique de classe et l'ont remplacé par une épée en gainuse, les Comités d'entreprise dont ils ont eux-mêmes sanctionné les limites (Comités « avis » et « informés ») et ils ont impérativement enjoint à ces Comités de ne s'occuper que de ce qui les regardait: augmenter la production.

Aujourd'hui, ils ont tourné. Alors, tant pis pour ceux qui ont perdu dans le virage. On a fait la même manœuvre en décembre 47 sur l'échelle mobile, et on fera encore tous les tournants qui seront nécessaires pour obéir aux privilèges du Kremlin.

Hier la trahison s'est faite sur l'air de la production, aujourd'hui c'est sur celui de la Défense Nationale.

Il est interdit de parler de « notre usine », mais « notre patrie » capitaliste est toujours présente dans les discours et dans les actes des chefs soi-disant « communistes ».

Et si demain on tourne encore, c'est le militant de base ou le cadre moyen qui auront fait preuve de faiblesse idéologique. En agissant ainsi, Monmousseau et ses semblables ne font que reprendre à leur compte la poursuite des méthodes boulangiennes qui étaient sans légitimité les collobes de premier ordre, mais laissent en liberté les requins de Saintrapt et Brice.

Mais qu'ils fassent bien attention, les Thorez, Frachon et Monmousseau, le jour où les lampistes les de recevoir leurs délabousses, feront eux-mêmes une vraie « auto-critique d'en bas » et un vrai nettoyage d'en haut!

S. MINGUET.



# Sur le front ouvrier

## L'ÉLECTION DES DÉLÉGUÉS MINEURS Nouvelle offensive bourgeoise

L'Assemblée, à l'exclusion des parlementaires staliniens, vient de réorganiser le mode électoral des délégués mineurs à la sécurité. Les modifications sont profondément réactionnaires.

Le mode des élections est changé, elles auront lieu désormais par collèges, ce qui facilitera toutes les manœuvres de division en fragmentant la masse des mineurs.

L'âge des électeurs est porté de 21 ans, ce qui diminue un nombre considérable de jeunes ouvriers des élections. Ces restrictions sont aggravées par l'augmentation du temps de présence à la mine.

L'âge des délégués est porté à 30 ans. Ces conditions valables pour les mineurs français sont renforcées pour les mineurs étrangers et les mineurs naturalisés dans des conditions telles que les sections d'origine étrangère qui sont extrêmement nombreuses dans les bassins miniers sont pratiquement éliminées des collèges électoraux et encore plus des fonctions de délégués.

Il est évident que les agents de la bourgeoisie seront plus facilement troublés dans le nombre restreint des candidats répondant à toutes les conditions d'âge, de séjour et de nationalité exigées.

Après ce la mine pourra continuer à tuer un bon nombre de mineurs quotidiens, l'action des délégués entravera beaucoup moins la marche de la production aux chiffres records, possibles dans des conditions d'insécurité exceptionnelles.

Les staliniens ont aujourd'hui belle affaire de ne pas s'associer à ces méthodes après avoir, au cours des années de honteuse collaboration de classes imposé aux mineurs les normes qu'ils sont aujourd'hui obligés de tenir au prix du sacrifice quotidien de plusieurs d'entre eux.

Que Thorez se viement aujourd'hui répéter son appel au « front unique » après avoir, avec tout l'appareil bureaucratique de son parti, isolé le magnifique mouvement gréviste des mineurs de l'an dernier et l'avoir livré à toutes les forces de répression du gouvernement bourgeois.

Le droit ouvrier, le droit de choisir ses délégués n'est pas quelconque. Habitait, il est fonction des rapports de forces au cours de la lutte de classes. C'est dans le renforcement de cette lutte, par le front unique dans le combat de tous les exploités de la mine qu'ils imposeront leurs droits à la bourgeoisie et à son Etat.

Une seule semaine de lutte unitaire de la classe ouvrière fera plus que dix années d'opposition parlementaire du P. C. F.

## Les résultats de la politique Lefauchaux : LES ACCIDENTS SE MULTIPLIENT DES MILLIERS D'OUVRIERS MIS À PIED

Deux accidents mortels ont eu lieu aux usines de Billancourt dont l'un, quoiqu'en soit la Direction, est dû aux cadences infernales auxquelles sont soumis les travailleurs. En effet, pour une production qui a presque triplé en trois ans (de 175 véhicules à 500), soit 300 % d'augmentation, le personnel a augmenté de 6 % seulement (environ 2000 travailleurs sur 30.000). Les chiffres parlent d'eux-mêmes et toutes les acrobaties de la Direction n'y pourraient rien.

C'est en signe de protestation contre une exploitation toujours accrue que le vendredi 25 février, à 15 h., la quasi unanimité des travailleurs a défilé pour honorer la mémoire de leur camarade tombé sur le front du travail.

Après cela, Lefauchaux pourra toujours nous parler du dernier quart d'heure, le camarade Expert qui a été écrasé sous une presse la ea, lui, son dernier quart d'heure.

Et toute l'hypocrisie de Lefauchaux n'y pourra rien, bien qu'il ose se féliciter dans le Bulletin d'Informations de février : « Mais des expériences récentes démontrent, à l'évidence, que l'augmentation des salaires de base, bien loin d'amener les ouvriers à limiter leurs efforts, les incite, au contraire à les multiplier. » Et la hausse du coût de la vie ? Peut-être n'existe-t-elle que dans l'imagination des travailleurs ? Non, la Direction y a pensé puisqu'elle a augmenté la prime de caisse de 13 francs, soit 320 francs par mois. Alors, ouvriers de chez Renault, patientez jusqu'au mois d'avril, date à laquelle il y aura une belle répartition de bénéfices, en attendant... produire, faites-vous couper les poches et même faites-vous bouillir pour... le plus grand profit de Lefauchaux.

En attendant cette miraculeuse répartition de bénéfices, certains secteurs de l'usine sont toujours délaissés (O. l'heure où nous écrivons), les 243 ateliers où est décédé le camarade, les 300 ouvriers continuent la lutte sur des mots d'ordre précis dont les plus im-

portants sont : relèvement du taux de base de 8 francs et diminution des cadences.

Les meuleurs des forges continuent, eux aussi, la lutte, réclamant la parité avec les meuleurs des fonderies.

Mais pourquoi la C. G. T. n'organise-t-elle pas dans tous les départements de vastes assemblés d'information, comme à l'A.O.C., dans lesquelles tous les ouvriers discuteraient des revendications à présenter à la Direction, des moyens pratiques et concrets pour venir en aide aux camarades en lutte, d'ouvrir par la parole et par l'action la bataille qui se mène dans certains secteurs. Par le rassemblement de tous dans des Comités de Front unique, nous pouvons faire reculer Lefauchaux et sa limite de sécurité, aider les camarades à vaner et faire de leur victoire notre victoire.

2000 ouvriers ont été mis à pied, mercredi matin.

Unité d'action pour empêcher cette nouvelle offensive de la direction.

## RABCOR

C'est à toi, travailleur, combattant sur tous les fronts de la lutte des classes, que est appelé à adresser. Ou que tu sois, à l'usine, au chantier, à la maison, au bureau, qui tu sois, ouvrier, employé, instituteur, jeune ou colonial de qui on exige autant de travail pour moins de salaire, et tu aussi ménagère qui divise chaque mois par trente la maigre paye de ton ménage, chaque jour tu dois te battre pour vivre et toujours tu as le même adversaire devant toi, le patron, son directeur, son Etat, sa justice, ses flics.

Militant ouvrier, ami, sympathisant, lecteur qui as trouvé dans notre journal les explications, les objectifs et les mots d'ordre de ton combat quotidien que tu ne trouves plus dans les grands journaux ou ouvriers et qui as compris que « la Vérité » devait paraître, cette page, la page des correspondants ouvriers t'est réservée.

Tes peines, tes luttes, tes expériences, tes victoires, tu les connais dans les détails mieux que quiconque. Alors utilise cette page afin que tes frères de classe des autres entreprises et des autres corporations puissent t'aider dans la lutte et profiter de tes expériences.

C'est par les informations que tu publieras sur ton lieu de travail que s'élargira le réseau de nos lecteurs et que « la Vérité » pourra continuer à paraître.

Deviens le « rabcor », le correspondant ouvrier de notre journal. Envoie-nous quelques lignes chaque fois que cela te paraîtra nécessaire, « la Vérité » les publiera.

Alors, si tu es d'accord, commence. Et quand tu nous feras parvenir ton papier, ajoute le Correspondant ouvrier de X... (nom de l'entreprise). Avec toi, nous ferons de « la Vérité » un grand journal ouvrier révolutionnaire.

Adresse tes informations à Bancel. (Adresse la correspondance au camarade BANCEL, P. C. I., 19, rue Daguerre, Paris.)

## Force Ouvrière refuse l'unité d'action

Le meeting 16 est tenu à la Mutualité l'Assemblée générale du Syndicat F. O. (majoritaire) des commis de Bourse.

Pendant une heure, le secrétaire général Guyard est intervenu pour expliquer pourquoi il refusait l'unité d'action avec les autres Syndicats C. G. T. et C. F. T. C. et que par les discussions de ce soir-là il obtiendrait plus que par la grève.

Le syndicat du textile a été représenté par des camarades présents et expliqua comment le Syndicat défendait mieux que les patrons le cours des changes.

En toute démocratie on me donna la parole après un camarade qui était intervenu contre les non présents et les indifférents.

Tout d'abord, j'ai expliqué que l'unité syndicale n'était chère et que si les dirigeants syndicaux étaient incapables de l'entendre, il fallait réaliser cette unité par la base en créant des Comités et des Assemblées réunissant les syndiqués sans distinction et les non syndiqués.

Ensuite, j'ai démontré qu'après la politique tournante des syndicats, des grèves tournantes et la semaine, il était merveilleux de nous retrouver réunis à 200 en Assemblée générale et enfin j'ai fait remarquer que le discours du secrétaire ne comportait aucun mot d'ordre précis, sauf l'augmentation hiérarchisée et que les employés à 13000 francs par mois ne marchaient pas sur ce mot d'ordre.

J'ai proposé une prime fixe et l'échelle mobile des salaires.

Le réaction s'est terminée dans le vague.

Toutefois, quelques tendances ont affirmées : sur les positions de Guyard et une sur les miennes.

UN CORRESPONDANT OUVRIER.

## La baisse des effectifs syndicaux à la S.N.E.C.M.A.

Le 16-2-49 s'est tenu à la S.N.E.C.M.A. de Boulogne le Conseil syndical de l'usine.

Rivière, de la locale, présenta son rapport sur la situation du syndicat. Il reconnut que certains ateliers, tel l'atelier Q 11, sont surchargés, alors que d'autres, comme l'AT 5 travaillent aux bons blancs, ce qui fait que les ouvriers réglent au coefficient minimum. Rivière expliqua la position du syndicat sur les revendications générales. « Nous avons en fait de nous occuper sur les grandes revendications et pas assez sur les petites. Il faut se reporter sur les revendications d'ateliers », dit-il.

À la suite du rapport, la discussion s'engagea surtout sur la reprise des cartes 1949. Certains camarades expliquèrent que nombre d'ouvriers ne reprennent pas leur carte syndicale du fait de l'attitude personnelle de certains délégués. Tel le délégué de l'AT 5 où les ouvriers, travaillant aux bons blancs, s'étaient rendus auprès du délégué pour lui demander de leur moter dans un atelier où on travaillait à la production. Le délégué refusa de faire les démarches nécessaires, expliquant que cela ne durait pas, qu'il fallait patienter. Mais dès que le délégué eut un bon blanc de 2 heures, il se débrouilla pour être immédiatement muté. En signe de protestation, une dizaine d'ouvriers refusèrent de reprendre leurs cartes.

Ensuite Rivière informa les camarades d'une proposition venant de la C.F.T.C. pour les prochaines élections de délégués. La C. F. T. C. proposerait une liste commune de tous les Syndicats où la répartition des sièges se ferait de la façon suivante : 3 C. G. T., 1 C.F.T.C., 1 F.O., 1 Indépendant.

La C.G.T. (les dirigeants) accepteraient sous condition : a) de rédiger le protocole d'accord ; b) d'établir le programme.

Cette proposition rencontra une certaine opposition parmi le Conseil syndical, opposition qui voulait que chaque syndicat se présente devant les ouvriers avec son propre drapeau et son propre programme. « Il est impossible, dit l'un d'eux, d'obliger les ouvriers qui veulent voter C. G. T. à dire en même temps I. F. O., I. C. F. T. C. et I. Indépendant ». La discussion continua.

UN CORRESPONDANT OUVRIER.

## PANHARD

poursuit son offensive

L'échec de la grève Panhard permet à la direction de renforcer son offensive contre les travailleurs de l'usine. 12 dirigeants ont été licenciés. Chaque semaine, la direction change les cartes de l'usine et les lettres d'avertissement pleuvent.

Voici un exemplaire de ces lettres de menace :

PANHARD ET LEVASSOR

AVERTISSEMENT notifié à M.

Le... vous avez, avec trois autres ouvriers, en vue de constituer une délégation, quitté le travail sans autorisation et vous vous êtes rendu avec eux dans deux Ateliers voisins où votre emploi ne vous appelait pas.

Nous vous adressons le présent avertissement et prions acte de ce fait qui constitue une faute au sujet de laquelle, en cas de renouvellement, nous nous réservons de prendre ultérieurement toute décision jugée nécessaire.

Paris, le  
Pr le Président, Directeur général.

Pour protester contre ces mesures, les délégués de la C.G.T. ont organisé des délégations de deux ou trois ouvriers par atelier. Cette tactique a permis à Panhard de renforcer ses mesures, de menacer, de muter, etc., sa liste est surtout tombée sur les travailleurs nord-africains.

## COMME LES NAZIS

DANS un de ses livres, un antifasciste allemand décrivait de la façon suivante la démagogie des nazis : « Dans les sections ouvrières, ils promettaient de hautes salaires et la mise au pas des capitalistes. Dans

les sections petites bourgeoises, ils annonçaient une grande Allemagne, des colonies, le musèlement des trusts et la mise au pas des « rouges ».

Enfin, dans les conversations avec les bourgeois, ils révélaient leur programme, l'interdiction des partis ouvriers, le travail forcé, l'écrasement de la petite bourgeoisie et de beaux profits pour les capitalistes.

Aujourd'hui, nous retrouvons ce tableau exact dans la presse gaulliste.

## Chez MÉCANO

La direction sème la division

Chez Mécano, à La Courneuve, les salaires sont nettement insuffisants, certains O. S. I. ne touchent encore que 65 francs nets de l'heure.

Pour serrer la division, la Direction a augmenté une quinzaine les professionnels, le quinze suivante les régisseurs ou les O. S. de l'atelier de rectification.

« Votre tour viendra plus tard, prenez patience », répond-on aux autres.

À l'atelier de finissage, jadis soixante, à la paye, les ouvriers se sont aperçus que seuls leurs régisseurs étaient augmentés de 4 francs. Mécontentes elles ont voulu débrayer et faire cesser le travail aux hommes, afin d'obtenir 4 francs pour tous. Mais devant l'attitude du chef d'atelier : « Que celui qui n'est pas content prenne la porte », tout le monde a repris le travail.

Lundi matin, les ouvriers plaident de cesse le travail pour demander les 4 francs. Mais faute d'organisation et du fait de l'absence de la délégué, nul regroupement ne put se faire, le travail continua sous l'œil sévère de chefs surveillant tout groupe, même de deux travailleurs.

La combattività aurait pu être assez grande, mais les ouvriers doivent comprendre qu'ils doivent s'organiser dans la lutte.

UN CORRESPONDANT OUVRIER.

## Chez les fonctionnaires

Le 15 février l'unité s'est réalisée

Fonctionnaires et travailleurs des Services Publics étaient invités par le Cartel cégétiste des Services Publics à manifester le 15 février leur désir d'obtenir une amélioration rapide de leurs conditions de vie.

S'il n'y avait peut-être pas le million de manifestants dont a parlé « Ce Soir », il est sûr qu'il y avait dans certains secteurs une assez belle combattività : après de travail de deux heures des « boueux » parisiens ; grève de 24 heures des services de nettoyage marseillais ; grève totale des municipalités de Nice ; débrayages à 17 heures aux Anciens Combattants, aux Finances, aux Affaires allemandes ; à 17 h. 30 aux Tabacs ; nombreuses délégations auprès des Pouvoirs Publics, masses de pétitions signées de travailleurs de toutes tendances et inorganisés.

La C.F.T.C. et la C.G.T.-F.O. avaient refusé de s'associer à la journée revendicative du 15, montrant ainsi ouvertement leur refus de réaliser l'unité d'action. Mais dans la plupart des cas, les syndicats de ces centrales ont mené les pétitions, réalisant ainsi l'unité à la base et donnant un coup de main à leurs dirigeants.

Dans les secteurs où la minorité révolutionnaire de la C.G.T. a pu faire circuler ses mots d'ordre : augmentation immédiate de 6000 fr. hiérarchie de I à 4, elle obtint la presque totalité des signatures.

Pour tout dire, le bilan de cette journée revendicative d'après les résultats concrets obtenus, il faut bien dire que c'est maigre, puisque le Gouvernement n'a pas accordé un sou de plus. Mais rien n'a été fait pour poursuivre l'action.

Que sont devenues les milliers et les milliers de signatures données par les fonctionnaires de toute la France ?

Au lieu de les centraliser, de les rassembler et de préparer de vastes délégations, afin de faire la démonstration de la volonté d'unité d'action des travailleurs de la Fonction Publique, les dirigeants de la C.G.T. ont purement et simplement envoyé ces pétitions au « ministre intéressé ». C'est ainsi que Mayer ou Lacombe ont reçu les signatures de leur « département ministériel ». Ils les ont entermés éternellement et la démonstration n'a servi à rien.

Ainsi, à des fins différents, les dirigeants cégétistes se refusent à réaliser une véritable unité d'action. Cent aux travailleurs de la Fonction Publique qu'il apparaît de les réaliser.

## LE CONGRÈS DE LA MÉTALLURGIE PARISIENNE

Il ne m'est possible de critiquer qu'une fois par an, alors qu'à l'usine, je le suis chaque jour, déclare un délégué.

CARN fait un bilan de la situation et est obligé de constater que tout l'appareil syndical est impuissant par la négligence des ouvriers : « Le nombre des mouvements n'est pas en rapport avec le mécontentement... Les Sections syndicales ne connaissent pas assez le nombre de travailleurs... La situation, objective et favorable au développement de la C.G.T. Comment expliquer le retard de la rentrée des cotisations. Nous n'avons même pas pu obtenir la solidarité financière pour Panhard... »

Carn, qui ne peut dire la vérité et exposer la cause réelle de cette stagnation, explique lamentablement que l'emploi des méthodes et des revendications qui ont fait à bien fallu sont exportés et vicieuses : « L'action pour les petites revendications et la défense de la hiérarchie vaut mieux que les dissertations sur la grève générale. Le principal de son effort vise à masquer la cause des défilés et à lancer ses pointes et ses colportages contre la grève générale et les méthodes qui ont fait à bien fallu... »

« Mais tout cela n'empêchera pas un certain nombre de délégués de dire ce qu'ils ont sur le cœur et ce qui convient à leur secteur. Un délégué dirigé par les responsables syndicaux explique : « Il ne m'est possible de critiquer qu'une fois par an alors qu'à l'usine je le suis chaque jour. »

Un délégué du XIII<sup>e</sup> critique le manque de démocratie et le climat créé par ces méthodes qui dégoûtent les militants. Il demande aussi la réédition des classifications en quatre catégories.

Lefèvre, du XIII<sup>e</sup>, demande que la lutte soit menée pour l'augmentation des salaires ; il rappelle que la loi de 40 heures, obtenue en 1936, était payée sur la base de 48 heures. Ce même délégué critique la presse syndicale qui fait campagne pour l'augmentation de la semaine de travail. Ce camarade affirme qu'on ne doit pas se considérer les 40 heures comme une catastrophe, mais dit-il, « notre pouvoir d'achat doit être calculé sur cette base. »

Barral, de la S.N.E.C.M.A. demande un soutien pour les journaux d'entreprises, ils doivent servir de liaison pour faire connaître les luttes. Les journaux doivent être assez nombreux de par les usines étrangères, exemple le Peuple n° 236 qui critique l'empirisme, mais par ailleurs, dans le même numéro, engage ses « lecteurs » à y souscrire.

Page, de Boulogne, montre combien la politique de collaboration a servi la confusion (il cite le cas des ouvriers qui ont élu délégué le Directeur de l'Entreprise Lavolette, Saint-Ouen).

Un délégué de chez Renault dénonce le salaire de base fixé sur les taux-minimum qui aboutit au paiement des salaires de base avec 50 % de prime (résultat : production maximale, hausse des bénéfices, mais augmentation des accidents de travail, épuisement des ouvriers), d'où possibilité pour le patron de récupérer de 1 à 3 fr. de l'heure par semaine pour retard ou autre pénalisation.

Aissaud, délégué nord-africain de chez Panhard, dénonce la politique recrutement main-d'œuvre en Afrique, retrace la misère de ses compatriotes, dont beaucoup en arri-

## Aux ateliers du Hamma (Algérie) les patrons licencient

Aux ateliers de réparations des chemins de fer algériens, au Hamma, le travail diminue, la direction décide de se passer des auxiliaires.

Deux contingents de six travailleurs ont déjà été licenciés l'un en décembre, l'autre en janvier. Au second licenciement, d'ailleurs, il y eut une réaction de protestation de la part des travailleurs, mais que le Syndicat, aux mains des staliniens, s'est contenté de cristalliser sous la forme d'une pétition à la direction.

Evidemment, le directeur n'en a pas tenu compte et le 10 février un troisième contingent de licenciement était annoncé. Le Secrétaire du Syndicat local réunit dans l'après-midi les responsables de la section technique et leur proposa une heure de débrayage en guise de protestation contre les licenciements.

Devant les 30 à 40 délégués réunis, notre camarade est intervenu contre la position des staliniens qui, comme à l'ordinaire, étaient plus partisans d'un geste symbolique que d'une lutte réelle, active et efficace contre l'exploitateur.

L'expérience a montré, expliqua notre camarade, que de tels débrayages sont inopérants. Il faut, dit-il, engager immédiatement et à fond la lutte contre ces licenciements, car la possibilité des ouvriers ne peut qu'ouvrir le chemin à un débrayage plus intense. Il proposa de débrayer immédiatement pour 24 heures en guise d'avertissement et de donner à la direction un délai limité pour qu'elle revienne sur sa décision, réintégrant les travailleurs congédiés. Notre camarade demanda enfin, si satisfaction n'était pas donnée.

LA GRÈVE SANS LIMITE DE TEMPS JUSQU'À LA VICTOIRE

Les propositions de notre camarade furent rejetées à la quasi unanimité des staliniens présents. Ces derniers trouvaient que les ouvriers du Hamma n'étaient pas assez mûrs pour entreprendre une telle action, montant ainsi qu'il mépris à la stalinienne des possibilités de classe ouvrière organisée.

Une tentative faite par notre camarade pour porter le débat devant une Assemblée générale des travailleurs afin qu'ils puissent déterminer eux-mêmes leur méthode de lutte, fut également vaine. Le contrôle du Syndicat par les masses des syndiqués est une chose dont les staliniens préfèrent se passer.

UN CORRESPONDANT OUVRIER.

« Camarades, s'il vous arrive de rencontrer un salarié dupé par les nazis de de Gaulle, rappelez-lui comment Hitler donna satisfaction en juin 1934 aux S.A. de la base qui avaient cru à son « programme social ». Rappelez-lui comment Hitler réalisa l'association capital-travail.

L'or fut pour les patrons, et le plomb des maçons pour les prolétaires.

De Gaulle n'a pas un autre programme.